

Communiqué de presse du Syndicat des services publics

13 mars 2020

Le coronavirus et l'hôpital public: un révélateur inquiétant

Selon les autorités sanitaires, le système hospitalier suisse s'apprête à faire face à une situation inédite. Avec un taux d'hospitalisation en soins aigus approchant les 10% de personnes contaminées au coronavirus, les besoins en personnel soignant et en lits vont sans doute être d'une ampleur inconnue jusqu'ici. Au CHUV notamment, la mobilisation générale de toutes les forces disponibles a été décrétée et l'urgence sanitaire est en cours. Nous, soignant.e.s et personnels de l'hôpital, nous apprêtons à fournir un effort gigantesque pour répondre aux besoins de la population.

Depuis de nombreuses années, l'hôpital public est soumis à des cures d'austérité répétées. Le personnel y est sous pression et épuisé car les dotations sont insuffisantes et les rythmes de travail effrénés. Les mesures d'économies ont aussi touché les infrastructures et les lits disponibles. En temps normal, déjà, la prise en charge des patients est bien sûr touchée. Ce bilan est connu, documenté et nous alertons régulièrement sur tout cela (https://vaud.ssp-vpod.ch/site/assets/files/0/25/138/lettre_info_chuv_mars_2020.pdf). Mais personne ne nous entend.

Les hôpitaux publics sont sous-financés et sous-dotés par des choix politiques qui suivent tous la même direction: mise en concurrence des hôpitaux depuis 2012, lutte contre la prétendue augmentation des coûts de la santé, financement public (canton et assurance obligatoire) des cliniques privées au détriment des hôpitaux publics, logiques de rendements et de profits dans tous les hôpitaux, etc. Et c'est à ces mêmes hôpitaux et à leur personnel épuisé que l'on demande aujourd'hui de faire face à l'urgence sanitaire la plus importante que la Suisse ait connue depuis des décennies.

L'objectif du Conseil fédéral lors de la mise en place de la loi sur le financement hospitalier était de réduire le nombre d'hôpitaux publics en Suisse. La pertinence de ce but saute aux yeux aujourd'hui. Le projet de révision de l'Ordonnance sur l'assurance-maladie en consultation depuis mi-février et qui devrait aboutir à la suppression de 120 hôpitaux (selon H+) va dans le même sens. À force de démanteler l'hôpital public, de présenter les cliniques comme «plus efficaces et moins chères», de considérer que tout coût socialisé de la santé doit être combattu, on en arrive au constat fait aujourd'hui.

Dans les jours et semaines à venir, une mobilisation générale et des plans d'urgence sont décrétés pour accueillir au mieux les patient.e.s contaminé.e.s au coronavirus et les populations fragiles. La durée et les pics de contamination démontreront si les capacités d'accueil extraordinaires mises en place suffiront. Pour y arriver, le personnel soignant et celui de tout l'hôpital public s'apprête à fournir un effort considérable.

Le coronavirus fait en effet apparaître avec acuité cette réalité: l'hôpital public a besoin de moyens financiers supplémentaires. Un plan de redéploiement doit être élaboré et financé pour lui donner les moyens d'accomplir sa tâche de service public: prendre en charge la

population et assurer à toutes et tous une prise en charge et des soins de qualité. Pour cela, il faut du personnel, du personnel et encore du personnel.

Le canton de Vaud vient d'annoncer des ressources supplémentaires issues de la Banque nationale (249 millions, soit 187 de plus que ce qui était prévu au budget 2020). Le SSP demande que, comme premier pas, cet argent soit consacré au service public de la santé et au système hospitalier public cantonal en premier lieu. Si des investissements massifs sont effectués dans l'hôpital public ces prochaines années, cela permettrait de faire face à de prochaines crises sanitaires de la même ampleur dans de bien meilleures conditions.

C'est une nécessité absolue et une priorité pour le personnel et pour les patient.e.s.